

2009

La révolte contre les Français : race et patrie dans le soulèvement de 1809 à La Havane

Matt D. Childs

University of South Carolina - Columbia, childsm@mailbox.sc.edu

Follow this and additional works at: https://scholarcommons.sc.edu/hist_facpub



Part of the [History Commons](#)

Publication Info

Published in *Napoléon et les Amériques: Histoire atlantique et empire napoléonien*, ed. Christophe Belaubre, Jordana Dym, John Savage, 2009, pages 117-137.

Childs, M. D. (2009). La révolte contre les Français : race et patrie dans le soulèvement de 1809 à La Havane. In C. Belaubre, J. Dym, & J. Savage (Eds.), *Napoléon et les Amériques: Histoire atlantique et empire napoléonien* (117-137), Toulouse, France: Méridiennes Université de Toulouse le Mirail.

© 2009, Méridiennes Université de Toulouse le Mirail

Napoléon et les Amériques

Histoire atlantique et empire napoléonien

Éditeurs : Christophe Belaubre, Jordana Dym, John Savage

SOMMAIRE

Introduction, Jordana Dym avec Christophe Belaubre et John Savage5

L'Atlantique de Napoléon

1. Luca CODIGNOLA, De « Cromwell de France » à « brigand consommé » : les catholiques de la Région de l'Atlantique du Nord et Napoléon (1799-1815)25
2. Roderick J. BARMAN, La révolution napoléonienne et la construction de l'Empire brésilien45
3. Nathalie DESSENS, Napoléon et la Louisiane : nouvelles perspectives atlantiques63

L'Amérique espagnole répond à l'invasion de la Péninsule

4. Dominique GONCALVÈS, Les aristocrates havanais dans la guerre d'Indépendance espagnole, 1808-181479
5. Timothy HAWKINS, La subversion napoléonienne et la défense impériale espagnole en Amérique centrale, 1808-181295
6. Matt D. CHILDS, « La Révolte contre les Français » : race et patrie dans le soulèvement de 1809 à La Havane117

L'Europe et l'Atlantique napoléonien

7. Jean-Marc OLIVIER, Bernadotte, Napoléon et la Louisiane ou le dernier rêve d'un Empire français en Amérique du Nord139
8. Felipe ANGULO, La presse de l'Empire devant les événements de 1810 en Amérique du Sud149
9. Victor PERALTA, Des bureaucrates de l'administration des Indes aux politiques *afrancesadas* de l'État espagnol bonapartiste. Les cas d'Azanza y Mata Linares169

Après Napoléon

10. John SAVAGE, Un Code Atlantique : le retentissement du code Napoléon dans le monde atlantique au XIX^e siècle187
11. Monica RICKETTS, Les « Napoléons » hispano-américains ou la transformation d'officiers de l'armée en leaders politiques, Pérou, 1790-1830201

Les expatriés bonapartistes

12. Christophe BELAUBRE, Les officiers de la Grande Armée napoléonienne et le pouvoir de l'Église en Amérique Centrale (1824-1826)221
13. Rafe BLAUFARB, *Le Champ d'Asile* : une colonie bonapartiste en Amérique après 1815239
14. Lilia SCHWARZ, La Mission Française de 1816 : un art académique et napoléonien sous les tropiques brésiliens261

Conclusion, Natalie Petiteau285

Index291

Présentation des auteurs299

Chapitre 6

La révolte contre les Français : race et patrie dans le soulèvement de 1809 à La Havane

Matt D. CHILDS

À partir du 21 mars 1809 et pendant plusieurs jours, l'île de Cuba fut secouée par une vague d'émotion et de manifestations anti-françaises aussi bien à La Havane que dans d'autres villes. Des foules surexcitées se rassemblaient pour railler et terroriser les Français émigrés jusque dans leurs maisons, leurs ateliers, leurs tavernes et leurs magasins¹. Au moment des émeutes, la population française des Caraïbes vivant à Cuba s'élevait à environ 20 000. Pendant deux décennies, et surtout dans les années 1790, Cuba avait été un refuge pour les exilés français fuyant le soulèvement des esclaves de la révolution haïtienne ainsi que la guerre impériale qui avait envahi les Caraïbes². Mais en 1809, l'accueil d'abord chaleureux qui leur avait été réservé s'était transformé en signes d'agressivité et en violence gratuite.

¹ Archivo General de Indias, Seville, fonds Papeles de Cuba (dorénavant AGI-PC), leg. 1680, José Agustín Jurco à Someruelos, 23 mars 1809, La Havane ; AGI-PC, leg. 1702, Antonio de Aricla à Someruelos, 25 et 28 mars 1809, Horcon, La Havane ; AGI-PC, leg. 1752, Someruelos à Benito Hermida, 31 mars 1809, La Havane ; Archivo Nacional de Cuba, fond Correspondencia de los Capitanes Generales (dorénavant ANC-CCG), leg. 82, n° 5, José Miguel à Someruelos, 23 mars 1809, La Havane, José Guerra y Garrido à Somreulos, 23 mars 1809 ; La Havane et Domingo Quintero à Juan de Aguilar, 23 mars 1809, La Havane.

² Pour les émigrés français à Cuba, voir William R. Lux, « French Colonization in Cuba, 1791-1809 », *The Americas*, 29, 1 (1972), pp. 57-61 ; Alain Yacou, « Esclaves et libres français à Cuba au lendemain de la révolution de Saint-Domingue », *Jahrbuch für Geschitche vont Staat, Wirtschaft und Gesellschadf Lateinamerikas*, 28 (1991), pp. 163-98 ; *Idem*, « La présence française dans la partie occidentale de l'île de Cuba au lendemain de la Révolution de Saint-Domingue », *Revue française d'histoire d'outre-mer*, 74 (1987), pp. 149-188 ; Gabriel Debien, « Les colons de Saint-Domingue réfugiés à Cuba (1793-1815) », *Revista de Indias*, 13 (1953), pp. 559-606, et 14 (1954), pp. 11-36 ;

Les réfugiés français et leurs esclaves avaient été reçus à bras ouverts par les autorités de Cuba dans la mesure où cette population apportait une manne financière et un savoir-faire technique utile au « boom du sucre » des années 1790, ce qui contribua à développer les plantations de café. Les artisans français s'établirent à La Havane, à Santiago et dans de nombreuses villes entre les côtes est et ouest de l'île. Les *gens de couleur*, c'est-à-dire les affranchis de sang mêlé qui avaient fui aussi les îles françaises de Saint-Domingue, de la Martinique et de la Guadeloupe s'installèrent à leur tour à Cuba, bien que sous l'étroite surveillance des autorités coloniales³. Même les esclaves amenés par leurs propriétaires se retrouvaient dans des zones urbaines et rurales, malgré l'interdiction d'importer des esclaves français, que l'on craignait « contaminés » par la révolution haïtienne⁴. D'un point de vue démographique, la présence de milliers d'émigrés français sur l'île faisait de Cuba une sorte de colonie française au sein même de l'empire espagnol.

Des milliers de Français étaient attirés comme par un aimant par l'île de Cuba toute proche, par ses terres abondantes et vierges et une organisation économique et politique qui leur était familière. C'était une agriculture de plantations dont la main d'œuvre consistait en esclaves qui avaient échappé à leur condition habituelle à la faveur des guerres en Europe. Comme il sera exposé dans plusieurs chapitres de ce volume, l'invasion de la Péninsule ibérique par l'armée napoléonienne en 1808 eut de multiples conséquences sur la couronne d'Espagne et sur ses colonies. Peu après cet événement, la population française de La Havane fut l'objet d'une stricte surveillance. Il en fut de même pour les Français dispersés dans l'ensemble de l'empire espagnol, mais on ne trouvait nulle part une concentration de Français

Matt D. Childs, « “A Black French General Arrived to Conquer the Island” : Images of the Haitian Revolution in Cuba’s 1812 Aponte Rebellion », dans David P. Geggus (éd.), *The Impact of the Haitian Revolution in the Atlantic World*, Columbia, University of South Carolina Press, 2001, pp. 138–139 ; Olga Portuondo Zúñiga, *Entre esclavos y libres de Cuba colonial*, Santiago, Editorial Oriente, 2003, pp. 58–97 ; et Ada Ferrer, « Cuba en la sombra de Haití : Noticias, sociedad y esclavitud », dans María Dolores González-Ripoll Navarro, *et al.*, *El rumor de Haití en Cuba : Temor, raza y rebeldía, 1789-1844*, Madrid, Consejo Superior de Investigaciones Científicas, 2004.

³ Archivo General de Indias, Seville, fonds Audiencia de Santo Domingo (dorénavant AGI-SD), leg. 1284, n° 330, Someruelos à Ignacio de la Pezuela, La Havane, 8 janvier 1812.

⁴ AGI-PC, leg. 1648, Murrilo à Someruelos, Baracoa, 2 juillet 1804 ; Archivo Histórico Nacional, Madrid, fonds Estado (dorénavant AHN-Estado) leg. 6366, caja 1, exp. 2, lettre de Someruelos, La Havane, 27 janvier 1800 ; «Circular Prohibiendo desembarquen en esta isla los negros insurrectos de la Guadalupe », La Havane, 13 sept. 1802, dans *Boletín del Archivo Nacional*, 15, novembre-décembre (1916), pp. 356–358 ; AGI-PC, leg. 1649, n° 70, Coppingeros à Someruelos, 10 Apr. 1801, Bayamo.

comparable à celle de Cuba. Les autorités cubaines n'accueillirent plus si volontiers les exilés, et des patrouilles furent même constituées pour les surveiller. Quelque temps après, en 1809, un ordre royal en provenance de l'Espagne en guerre exigea l'expulsion des Français⁵. Le sentiment anti-français et les actes violents à leur rencontre atteignirent leur point culminant lorsque la foule se livra au saccage des maisons, des magasins et des ateliers appartenant aux Français dans les journées du 21 au 23 mars 1809.

Tandis que la majeure partie de l'Amérique latine prit prétexte de l'invasion napoléonienne pour transformer les aspirations à l'autonomie en véritables mouvements d'indépendance, Cuba, comme nous le savons, est restée fidèle à l'Espagne jusqu'à beaucoup plus tard au XIX^e siècle. C'est pourquoi ce chapitre se propose d'examiner le soulèvement de 1809 dans une double perspective. Et d'abord, expliquer le patriotisme de plus en plus affirmé de Cuba en faveur de la couronne d'Espagne sur fond de conquête napoléonienne. Ce patriotisme était bien à l'image des réactions enregistrées dans l'ensemble de l'empire espagnol. Mais la question se pose de savoir pourquoi les Cubains n'ont pas, ensuite, suivi un mouvement historique d'émancipation qui utilisa l'occupation de l'Espagne par la France comme catalyseur de la révolte pour mener à l'indépendance. Pourquoi la réaction devant l'invasion a-t-elle été partout la même, alors que les conséquences sur la manière dont fut acquise l'indépendance y ont suivi un processus si différent ? La réponse se trouve en partie dans l'examen des émeutes de 1809 à Cuba, émeutes qui mettent en évidence, comme dans une vitrine, les changements sociaux, culturels et politiques que connut Cuba au début du XIX^e siècle.

En effet, au moment des émeutes, Cuba subissait une transformation radicale causée par l'expansion rapide des plantations de sucre, de café et de tabac. Les autorités cubaines multiplièrent les proclamations patriotiques soulignant leur fidélité à l'Espagne et la nécessité de rester vigilants face aux ambitions de Napoléon dans les Caraïbes. Néanmoins, le capitaine général de La Havane, le Conseil municipal et l'évêque de Cuba exprimèrent leur incrédulité et leur consternation lorsqu'il s'avéra que des Cubains ordinaires s'étaient inspirés de ces discours pour piller et mettre à sac les biens des Français. Les autorités locales avaient du mal à s'expliquer en particulier pourquoi des hommes de couleur affranchis jouaient un rôle si important dans ces agressions et se joignaient aux Cubains blancs dans les émeutes. Les affranchis qui participèrent aux émeutes de La

⁵ Archivo de la Oficina del Historiador de la Ciudad, La Havane, fonds Actas Capitulares (dorénavant AOHCH-AC), leg. 76, Actes du Cabildo, 2 Mar. 1809, fols. 72-73v ; 16 Mar. 1809, f. 101v.

Havane prirent prétexte des discours anti-français pour justifier leurs actes d'agression, échappant ainsi à de sévères châtiments et s'assurant même parfois une totale impunité. Le rôle qu'ils jouèrent en proférant des slogans anti-français et en perpétrant des actes hostiles, illustre bien les idées qui dictaient leur façon de concevoir leur appartenance au système colonial espagnol à Cuba pendant la période de crise que connut l'empire. L'étude de ces épisodes montre comment ces gens se sont approprié l'idéologie anti-française des Espagnols et l'ont transformée de manière à y trouver un écho de leur propre expérience. De plus, en examinant de près les émeutes de mars 1809 à La Havane, on découvre les points communs et les différences entre le patriotisme des blancs et celui des affranchis au début du XIX^e siècle à Cuba. En fin de compte, les émeutes ont servi de scène politique sur laquelle la loyauté envers la couronne espagnole pouvait s'afficher par des actes de violence contre un ennemi tout en servant opportunément une cause économique et politique. Ce comportement n'a pas eu pour conséquence de transformer la haine des Français et la fidélité à l'Espagne en conscience nationaliste créole capable d'ouvrir la voie vers l'indépendance. Il a servi plutôt à rappeler aux élites de La Havane, chefs politiques, autorités religieuses et responsables locaux, que leur monopole de l'autorité reposait entièrement sur leur affiliation au gouvernement espagnol.

Les documents d'archives disponibles fournissent des renseignements à la fois inattendus et précieux. Ils sont précieux car ils montrent que les émeutes ont attiré l'attention du Conseil municipal de La Havane, du capitaine général Márquez de Someruelos et de l'évêque de Cuba Espada⁶. Mais ces archives peuvent aussi paraître surprenantes car elles ne font guère mention des acteurs des émeutes, ne disent pas qui précisément a été attaqué, et surtout n'expliquent pas la cause des émeutes autrement que par le fort sentiment anti-français de la population. Le plus souvent, les documents citent « les nègres », « les gens de couleur » et « les garçons » comme ayant agressé « les Français », sans nommer d'individus

⁶ AOHCH-AC, leg. 76, Actes du Cabildo, 22 and 23 mars, 29 April, and 2 juin 1809, fols. 114-117, 399-400, 479 ; ANC-AP, leg. 210, n° 4, Someruelos, « Bando » 23 mars 1809 et Someruelos à Aguilar, 24 mars 1809, La Havane ; ANC-CCG, leg. 82, n° 5, Jose Miguel à Someruelos, 23 mars 1809, José Guerra y Garrido à Someruelos, 23 mars 1809, et Domingo Quintero à Juan de Aguilar, 23 mars 1809, La Havane ; AGI-PC, leg. 1752, Someruelos à Benito Hermida, 31 mars 1809, La Havane ; Juan José Díaz de Espada y Fernández de Landa, *Exhortación para evitar los disturbios en la Habana* (La Havane, José Bolona, 24 mars 1809) reproduit comme « Exhortación », 24 mars 1809 dans Eduardo Torres-Cuevas, *Obispo Espada : Ilustración, Reforma y Antiesclavismo*, introduction et notes, Eduardo Torres-Cuevas, La Havane, Editorial de Ciencias Sociales, 1990, pp. 273-276.

particuliers. Je considère que ce silence sur « qui » et « pourquoi » est l'une des clés permettant de comprendre le soulèvement comme une bonne occasion d'attaquer un ennemi commun de façon anonyme et sans craindre de fortes représailles.

Les historiens se sont demandé, eux aussi, quel sens on pouvait donner aux émeutes de 1809. Les spécialistes, y compris José Luciano Franco, Eduardo Torres-Cuevas, Jorge Freddy Ramírez Pérez et Fernando Antonio Paredes Pupo sont arrivés aux mêmes conclusions : quelle que soit la raison permettant d'expliquer les émeutes, quelqu'un ou quelque chose d'autre que les affranchis en fut le moteur⁷. Les documents historiques concernant les émigrés français à Cuba entre 1790 et 1809 contiennent d'excellentes études détaillées sur leur présence à Cuba et sur leur contribution à l'économie cubaine. Il est fait mention des exactions subies et de leur émigration vers d'autres destinations dans le monde atlantique, mais les émeutes de 1809 ne sont citées qu'en passant⁸. C'est par un examen détaillé de ces émeutes que l'on peut découvrir le chaînon manquant dans l'histoire de Cuba au début du XIX^e siècle et connaître le point de vue espagnol sur la présence des émigrés français dans les Caraïbes. Les autres chapitres de ce volume se focalisent sur leur regroupement en Amérique du Nord tandis que notre étude expose comment le contexte local a influencé l'opinion publique au moment de l'invasion de l'Espagne, non seulement chez les élites, mais aussi dans le peuple. Ce soulèvement aura donc permis de tester la hiérarchie de l'autorité à tous les niveaux du gouvernement et de la société.

La montée du sentiment et des propos anti-français à Cuba

La rapide progression des idées et des discours anti-français en 1808-1809 constitue une rupture par rapport aux deux décennies au cours desquelles les émigrés français se sont installés à Cuba après avoir fui la révolution haïtienne. Selon Francisco Arango y Parreno, l'homme le plus actif dans le développement de l'agriculture cubaine et l'extension de l'esclavage pendant les années 1790 et 1800, les propriétaires d'esclaves cubains et les autorités de la colonie avaient exprimé leur « compassion » à l'égard des émigrés, promettant de « pleurer perpétuellement » sur

⁷ José Luciano Franco, *La Conspiración de Aponte*, La Havane, Publicaciones del Archivo Nacional, 1963, p. 2 ; Eduardo Torres-Cuevas, *Obispo Espada*, p. 102 ; Jorge Freddy Ramírez Pérez et Fernando Antonio Paredes Pupo, *Francia en Cuba : los cafetales de la Sierra del Rosario (1790-1850)*, La Havane, Ediciones Unión, 2004, pp. 35-39.

⁸ Voir note 2.

la révolution survenue dans l'île voisine⁹. L'attitude favorable des élites cubaines permit aux Français des colonies d'amener leurs esclaves à Cuba et d'acheter des terres pour développer de nouvelles plantations de sucre dans l'île. Partout à Cuba des comités furent constitués pour offrir une assistance et des logements aux nouveaux arrivants des Caraïbes¹⁰. En 1797, le Conseil municipal de Matanzas lança un appel aux charpentiers leur demandant des devis pour la construction de 25 maisons destinées à des réfugiés hébergés dans des baraquements militaires¹¹. En 1804, le capitaine général Someruelos rapporta que plus de 18 000 émigrés français résidaient à Cuba. Ils étaient concentrés dans la région orientale à Santiago, mais beaucoup d'autres étaient répartis dans différents points de l'île¹². Les autorités cubaines offrirent un refuge également aux émigrés métisses, y compris Francisco Ramon Labatitant et Pedro Viginet, persuadées qu'ils ne pouvaient causer « aucun préjudice d'aucune sorte », mais qu'au contraire ils pourraient apporter « un travail utile ... exécuté comme la réputation et l'honneur d'un charpentier et d'un maçon l'exigeaient »¹³. Les réfugiés français s'adaptèrent rapidement à leur nouvel environnement et manifestèrent peu d'enthousiasme à l'idée de repartir quand les

⁹ Biblioteca Nacional José Martí, Colección Francisco Arango y Parreño (dorénavant BNJM-Arango), Francisco Arango y Parreño, « Representación hecha a su S. M con motivo de la sublevación de esclavos en los dominios franceses de la Ysla de Santo Domingo », San Lorenzo, 22 Nov. 1791, f. 60 ; Archivo Histórico Provincial de Camagüey, fondo Actas Capitulares (dorénavant AHPC-AC), 24 janvier 1812, n° 27, f. 55v.

¹⁰ Archivo Histórico Provincial de Santiago de Cuba (dorénavant AHPSC), Juzgado de Primera Instancia (dorénavant JPI), leg. 376, n° 2, f. 2 ; AHPSC-Protocolos, leg. 241, fols. 49v, 108 ; leg. 242, f. 86 ; leg. 357, f. 331v ; leg. 358, f. 92v ; Archivo Histórico Provincial de Holguín (dorénavant AHPH), Protocolos, Escribano Rodríguez, 1810, f. 66v ; Escribano Fuentes, 1809, f. 40 ; 1810, f. 20v ; AHPC-Protocolos, Escribano Mora, 1810, f. 171v ; AGI-PC, leg. 1785, Murrilo à Someruelos, Baracoa, 2 juillet 1804, et La Havane, 22 août 1806 ; AGI-PC, 1702, Suárez de Urbina à Apodaca, Santiago, 15 juin 1812 ; AGI-SD, 1284, n° 330, « Noticia de los franceses existentes en el Barrio de Guadalupe » 1809 ; AGI-SD, 1284, Someruelos à de la Pezuela, La Havane, 8 janvier 1812 ; AGI-PC, leg. 1648, Murrilo à Someruelos, Baracoa, 2 juillet 1804.

¹¹ Escoà Papers Relating To Cuban History, Houghton Library, Harvard University, Boîte 7, n° 8, « Expediente de la Escribanía de Real Hacienda de Matanzas por el remate de los barracones para las familias emigradas de Santo Domingo », Matanzas, 2 de juillet de 1797.

¹² AHN-Estado, leg. 6366, caja 1, exp. 4, lettre de Someruelos, La Havane, 31 janvier 1804 ; ANC-AP, leg. 142 n° 86, Juan de Dios Zayas, « Resumen general de los moradores franceses que comprehende la ciudad de Cuba », Santiago de Cuba, 27 juillet 1808 ; Bohumil Badura, « Los Franceses en Santiago de Cuba a mediados del año de 1808 », *Ibero-Americana Pragensia* (Prague), 5 (1971), pp. 157–160.

¹³ AGI-SD, leg. 1284, n° 330, Someruelos à de la Pezuela, La Havane, 8 janvier 1812.

autorités britanniques tentèrent de recruter des soldats pour reconquérir l'île en 1795¹⁴. Ainsi que l'a exposé en détail l'historienne Olga Portuonido dans son travail sur les Français de Santiago, presque chaque année, jusqu'en 1808, de nouveaux arrivants venaient chercher refuge sur les rivages de Cuba¹⁵.

Il n'en est pas moins vrai que lorsque Napoléon eut envahi la Péninsule ibérique, la « compassion » envers les malheurs des Français et le comportement à leur égard se transformèrent radicalement. La presse cubaine se mit à publier régulièrement des articles sur la guerre d'Espagne. Selon le capitaine général Someruelos, qui se livra à une réflexion rétrospective sur la multiplication des signes extérieurs de patriotisme chez les Cubains, la presse de La Havane provoqua « beaucoup d'émotion chez les habitants à l'annonce de la chute de Madrid »¹⁶. Le journal havanais *Aurora*, par exemple, publia trois articles sur la guerre d'Espagne et fit l'éloge des ralliements à la couronne qui eurent lieu à Campeche (Mexique), en Nouvelle-Espagne et à La Havane, pour défendre la mère patrie¹⁷. Ainsi que l'a souligné Ada Ferrer en étudiant la façon dont les nouvelles de la révolte haïtienne étaient parvenues à Cuba, les journaux de La Havane rapportaient beaucoup plus couramment les nouvelles de l'invasion de Napoléon que de la révolution haïtienne¹⁸. Au cours des années 1808 et 1809, diverses publications havanaises publièrent de courts rapports à la gloire de la résistance espagnole dans la Péninsule, rendant hommage aux Anglais pour leur aide, et inaugurant même un genre nouveau de récit populaire sous forme d'épopée satirique, qui se moquait régulièrement de Napoléon et de sa petite taille¹⁹.

¹⁴ National Archives, Kew, England-Colonial Office (dorénavant NA-CO), 137/94, fols. 103-104, Adam Williamson au duc de Portland, King's House Jamaica, 5 mars 1795, n° 2.

¹⁵ Portuondo, *Entre esclavos y libres*, pp. 58-97.

¹⁶ AGI-PC, leg. 1752, Someruelos à Hermida, La Havane, 31 mars 1809.

¹⁷ *Aurora* : *Correo Político-Económico de la Habana*, 31 août 1808 ; voir aussi « Exhortación de un Español a sus compatriotas europeos », *Aviso*, 15 décembre 1808.

¹⁸ Ferrer, « Cuba en la Sombra de Haití », p. 196.

¹⁹ Voir D.N. R. *La generosidad inglesa : O breve elogio de esta nación*, La Havane, Imprenta de Palmer, 1809 ; *Glorias de Bonaparte y aclamación de su hermano José Napoleón en Madrid : oda*, La Havane ; Imprenta de Palmer, 180) ; *Quejas y amenazas que hace la invencible España al cobarde Napoleón 1º*, La Havane, Imprenta de Don Estevan Bolona, 1808 ; *Poesías formadas a consecuencia de haber llevádose Napoleón dolorosamente a Francia, a Fernando VII (Q. D. G.), y con violencia a las demas personas reales, con intento, como se ha visto, de coronarse en España*, La Havane, Imprenta de Don Estevan Bolona, 1808 ; *Quejas exortatorias : para que los españoles se animen más, a la restauración de nuestros amados reyes al trono hispano / que decia un español americano poseído del más noble entusiasmo de amor, y fidelidad de sus soberanos*, La Havane, Imprenta Palmer, 1808.

Comme cela s'est produit ailleurs en Amérique latine, les habitants des colonies se sont mobilisés pour la cause espagnole en récoltant des dons en faveur de l'Espagne en guerre²⁰. Ces gestes se répétaient suivant un rituel patriotique consistant à publier dans les journaux de violentes attaques contre la France et en appelant les Cubains à collecter des fonds au cours de fêtes patriotiques en l'honneur de Ferdinand VII. Ces fêtes étaient souvent organisées par le Conseil municipal local ou des personnalités officielles de la colonie. À Cuba, le capitaine général Someruelos présida une célébration en octobre 1808 pour lancer une campagne de dons destinée à ériger un monument en l'honneur du monarque espagnol. Il fit la louange du Conseil municipal de La Havane qui avait « suscité le zèle patriotique » chez les résidents de la ville et il leur recommanda de « continuer à aider la mère patrie par des dons »²¹. La milice métisse de Cuba exigea que ses dons soient répertoriés dans la presse pour que soit reconnu leur soutien à la mère patrie²². Tandis que la guerre faisait rage dans la Péninsule en 1808 et au début de 1809, le patriotisme espagnol se définissait de plus en plus en termes d'opposition aux Français et à l'occupation napoléonienne. Les marques du patriotisme cubain rallié au roi déchu Ferdinand VII n'étaient pas exceptionnelles dans l'empire espagnol, mais aucune autre colonie en Amérique latine ne comptait une aussi importante population de Français exilés à l'intérieur de ses frontières.

Ainsi, les Cubains réagissaient à l'invasion de l'Espagne par Napoléon non seulement par un patriotisme exacerbé et par des dons en argent pour financer la guerre, mais aussi en exerçant ouvertement ou secrètement un contrôle sur une nombreuse population française présente à Cuba. Il fut décidé d'agir ainsi plutôt que de rester dans l'expectative et d'attendre des émissaires de Napoléon qui auraient été difficiles à identifier, qui peut-être n'existaient pas, et qui auraient eu pour mission de fomenter la rébellion. Bien que de nombreux émigrés français aient pu logiquement être royalistes et opposés à ce que les méthodes révolutionnaires de Napoléon s'exportent vers l'étranger, ce que le gouvernement et les habitants de Cuba redoutaient par-dessus tout était la possibilité que des émissaires de Napoléon se trouvent déjà parmi eux. Suivant la recommandation du régent, le capitaine général Someruelos autorisa la formation de plusieurs *juntas de vigilancia* (comités

²⁰ Voir chapitre 4, Dominique Gonçalves, « Les aristocrates havanais dans la guerre d'Indépendance espagnole » et chapitre 5, Timothy Hawkins, « La Subversion napoléonienne et la défense impériale espagnole en Amérique centrale, 1808-1812 ».

²¹ AOHC-AC, leg. 76, fols. 80-80v. Someruelos à l'Ayuntamiento de la Habana, 22 février 1809.

²² ANC-AP, leg. 211, n° 53, Someruelos au Gobernador de Cuba, La Havane, 13 mars 1810.

de vigilance) pour surveiller les émigrés français et rédiger sur eux des rapports²³. En 1809, la dernière édition de la *Guia de forasteros*, un guide pour orienter les nouveaux arrivants à Cuba et leur fournir des renseignements sur les responsables du gouvernement et de l'Église, ainsi que sur les acteurs professionnels, faisait mention des *juntas* pour s'assurer que les Français rendraient des comptes aux comités²⁴. Someruelos avait ciblé les Français comme point de mire des juntas parce que dans son esprit ils n'avaient pas fait preuve d'une démarche « d'alliance avec notre cause de manière satisfaisante » et n'avaient pas adopté « les coutumes civilisées et les bonnes manières des Espagnols »²⁵. En février 1809, le capitaine général recommanda que le Conseil municipal de La Havane soit mis en alerte à l'égard des habitants de sa juridiction qu'il décrivait comme « fanatiques du gouvernement français » et capables d'essayer d'introduire « des journaux séditieux » à Cuba²⁶. Moins d'une semaine plus tard, le Conseil municipal de La Havane recommanda l'expulsion de certains Français pour leur « mauvaise conduite, immoralité et comportement dépravé » ainsi que pour leur « haine chronique du nom, des coutumes et de la religion de l'Espagne ». Pour souligner davantage le caractère révoltant des actes des Français et la menace qu'ils représentaient pour l'île, le Conseil municipal de La Havane souligna qu'ils « font travailler les esclaves les jours fériés, ne les baptisent pas et ne les instruisent pas dans notre sainte religion »²⁷. Les Français résidant à Cuba qui espéraient éviter toute malveillance à leur encontre se comportèrent diversement pour écarter les soupçons. Certains prononcèrent des « serments de fidélité » à la couronne espagnole, d'autres décidèrent de se faire naturaliser, d'autres encore cherchaient à prouver aux autorités qu'ils avaient de la famille en Espagne en épousant des Cubains²⁸.

Les émigrés français se trouvèrent ainsi piégés dans un environnement politique sur lequel ils n'avaient aucune prise. Les batailles entre Français et Espagnols dans la Péninsule faisaient d'eux les cibles toutes désignées des autorités coloniales. Le 12 mars 1809, le capitaine général Someruelos informa les habitants de La Havane des événements en Espagne et donna à penser que certains Français s'étaient

²³ AGI-PC, leg. 1752, Someruelos à Hermida, La Havane, 31 mars 1809.

²⁴ *Calendario manual y guía de forasteros de la isla de Cuba para el año de 1809*, La Havane, Imprenta General, 1809, p. 113.

²⁵ AGI-PC, leg. 1752, Someruelos à Hermida, La Havane, 31 mars 1809.

²⁶ AOHCH-AC, leg. 76, fols. 80-80v, Someruelos à Ayuntamiento de la Habana, La Havane, 22 février 1809.

²⁷ AOHCH-AC, leg. 76, fols. 72-73v, Actes du Cabildo, La Havane, 2 mars 1809.

²⁸ AGI-PC, leg. 1702, « Noticia de los Franceses existentes en el Barrio de Guadalupe », 1809.

installés à Cuba avec « les armes de la séduction et de la corruption ... pour mettre en œuvre leur projet démoniaque pour l'île »²⁹. Trois jours plus tard, l'escalade du discours anti-français à Cuba atteignit sa conclusion logique : Someruelos ordonna « l'expulsion des Français qui ne peuvent être autorisés à rester davantage » sur l'île. De violents pamphlets annonçant leur expulsion furent distribués dans les Conseils municipaux partout à Cuba pour informer les habitants de cette décision. Someruelos donna tout pouvoir aux *juntas de vigilancia* pour organiser et surveiller le départ des Français ainsi que l'éventuelle confiscation de leurs biens³⁰.

Les émeutes anti-françaises à La Havane des 21-23 mars 1809

La rapide progression de l'hostilité publique envers les Français, la surveillance dont les Français étaient l'objet de la part du gouvernement et les appels à leur expulsion font de La Havane une étape importante dans l'histoire d'un mouvement qui eut pour origine l'apparition d'un sentiment de fidélité à l'Espagne se réclamant d'une appartenance « américaine » à la patrie. L'évènement qui semble avoir provoqué les émeutes est lié à l'ordre qui fut donné aux Français de La Havane de se rendre à une convocation devant les *juntas de vigilancia*. Dans la matinée ou l'après-midi du 21 mars, deux Français à cheval se présentèrent aux portes de la ville. Ils travaillaient dans la campagne environnante comme machinistes et techniciens dans une plantation. À leur arrivée, un soldat les escorta pour entrer en ville. Selon le capitaine général Someruelos, il semble que le soldat les ait mis en état d'arrestation et « pour cette raison ces *muchachos de color* (garçons de couleur) ont cru qu'ils étaient faits prisonniers »³¹. Le rapport ne dit pas si les garçons de couleur étaient des affranchis ou des esclaves, il dit seulement que les Français ont été suivis, moqués et insultés, même poursuivis par des jets de pierres. Cela provoqua apparemment « un sentiment d'indignation » parmi les « gens de couleur », qui étaient jeunes pour la plupart, et qui se mirent à poursuivre les Français dans les rues et jusque dans leurs maisons, à leur infliger des blessures, parfois à leur extorquer de l'argent³². Les autorités coloniales de La Havane s'efforcèrent de faire appel à la milice qui s'efforça de faire cesser les agressions et de restaurer l'ordre public. Malgré ses efforts, plusieurs individus et plusieurs commerces furent pris pour cible dans les quarante-huit heures qui suivirent. Après plusieurs jours d'impuissance, les juges de

²⁹ AOHCH-AC, leg. 76, f. 110, Actes du Cabildo, La Havane, 12 mars 1809.

³⁰ AOHCH-AC, leg. 76, f. 101v Actes du Cabildo, La Havane, 16 mars 1809.

³¹ AGI-PC, leg. 1752, Someruelos à Hermida, La Havane, 31 mars 1809.

³² *Ibid.*

paix et les officiers de l'armée commencèrent à arrêter les émeutiers, les décrivant comme « rebelles » et « gens de couleur révoltés »³³. Après deux jours de pillage dans les résidences et dans les lieux de travail des Français, les émeutes cessèrent et la « sérénité » revint dans la ville³⁴.

Le capitaine général Someruelos, sûr de lui, exposa les causes du soulèvement, mais son rapport, comme plusieurs autres, ne permet pas de déterminer si les *muchachos de color* avaient eu précédemment des contacts avec d'autres Havanais, s'ils avaient des idées en commun, s'ils étaient d'accord sur les principes d'« économie morale » ou d'« économie politique » qui passionnaient les foules à l'époque. Cette précision aurait permis de comparer la situation avec celle décrite par l'historien E. P. Thompson qui fut le premier à se pencher sur l'état de l'Angleterre au XVIII^e siècle³⁵. Si l'on examine les antécédents et l'activité professionnelle de quelques unes des victimes des agressions et des pillages, on peut se faire une idée de ce qui s'est passé. Il faut souligner dès l'abord que tous les Français de La Havane n'ont pas été agressés. Nous ne savons évidemment pas qui étaient ceux qui échappèrent aux émeutiers puisque les investigations ont été limitées à ceux qui avaient souffert.

Les premiers rapports qui furent publiés au moment où les « gens de couleur » étaient encore en train de saccager les biens des Français de La Havane, montrent que les émeutiers s'en sont pris à un marchand qui fournissait des articles de ménage ou de quincaillerie. D'après la réunion d'urgence du Conseil municipal de La Havane organisée par le capitaine général Someruelos, la foule s'en est pris au magasin de Don Andrés (probablement André) Bailly et l'a vidé de toute sa marchandise. Sans doute pour garantir sa sécurité, les autorités cubaines mirent Bailly en prison et annoncèrent qu'elles allaient retrouver ses biens et les lui rendraient³⁶. L'orfèvre Marcial Buche se retrouva dans la même situation après que les émeutiers eurent pillé son magasin et son atelier. Il « supplia » les militaires postés devant chez lui de l'autoriser à rester chez lui, car il craignait que les

³³ ANC-CCG, leg. 82, n° 5, José Miguel à Someruelos et José Guerra y Garrido à Someruelos, La Havane, 23 mars 1809.

³⁴ AGI-PC, leg. 1752, Someruelos à Hermida, 31 mars 1809, La Havane.

³⁵ E. P. Thompson, « The Moral Economy of the English Crowd in the Eighteenth Century », *Past & Present*, 50 (1971), pp. 76–136 ; et Peter Rogers, « Stirring Words, Ruling Ideas and the Price of Bread : Reflections on a Gramscian-Thompsonian Approach to Cultural History », *Past Imperfect*, 10 (2004), pp. 1–20, pour l'historiographie inspirée de la méthode sur les foules et les émeutes de Thompson.

³⁶ AOHCH-AC, leg. 76, fols. 114-117, Actes du Cabildo, La Havane, 22 et 23 mars 1809.

émeutiers ne reviennent pour le tuer. Buche était également au regret de signaler que certains objets appartenant à la milice et sur lesquels il était en train de travailler au moment de l'attaque avaient eux aussi été emportés³⁷. On est tenté de croire que les émeutiers, suivant leur sens propre de la justice, avaient saisi des biens comme compensation à leur état d'infériorité au sein de la société cubaine. C'étaient des hommes de couleur affranchis, mais on peut aussi penser qu'ils étaient peut-être motivés par leur propre notion du patriotisme et de l'équité, ou encore par un esprit d'opportunisme et de vengeance.

Sans chercher à savoir si les motivations des émeutiers étaient politiques, économiques, ou un mélange des deux, la réaction des autorités coloniales montrait que dans leur esprit une action autonome par cette partie de la société était autant (sinon plus) une menace pour l'état que celle que représentaient les Français. Dès qu'il fut mis au courant des événements, le capitaine général Someruelos ordonna à l'armée de restaurer l'ordre et de récupérer les marchandises volées. La plupart des biens de consommation courante qui furent retrouvés étaient des objets tels que vêtements, meubles, ustensiles de ménage et de cuisine. Le responsable militaire José Miguel a retrouvé des assiettes, des cruches, des tables et deux tableaux, entre autres³⁸. D'autres objets volés consistaient en nourriture et petits animaux domestiques tels que poulets et cochons³⁹. Ces listes d'objets retrouvés attestent sans doute de l'incapacité des autorités à récupérer les choses les plus précieuses. Cela montre que les émeutiers réussirent à garder leur butin ; cela montre aussi que beaucoup d'émigrés français ne possédaient que peu de richesses et vivaient dans des logis modestes et peu coûteux⁴⁰. Antonio de Arida a décrit les maisons saccagées qu'il avait visitées comme *bojitos*, c'est-à-dire petites cabanes ou baraques⁴¹.

En plus des objets de ménage, des outils d'artisans furent déclarés volés et furent retrouvés⁴². La grande quantité d'outils récupérés ne doit pas surprendre, étant donné que les émeutes se produisirent dans les quartiers de Guadalupe et de Horcon à La Havane, où se concentraient certains métiers artisanaux comme menuisiers, cordonniers et forgerons⁴³. La récupération des objets artisanaux ne permet pas davantage d'interpréter le sens de l'expression *muchachos de color* mis en cause par

³⁷ AGI-PC, leg. 1680, José Agustín Jurco à Someruelos, La Havane, 23 mars 1809.

³⁸ ANC-CCG, leg. 82, n° 5, José Miguel à Someruelos, La Havane, 23 mars 1809,.

³⁹ AGI-PC, leg. 1702, Antonio de Arida à Someruelos, Horcon, La Havane, 25 mars 1809.

⁴⁰ AGI-PC, leg. 1702, Carta y inventario de bienes Franceses, Guadalupe, La Havane, 28 mars 1809.

⁴¹ AGI-PC, leg. 1702, Arida à Someruelos, La Havane, 25 mars 1809.

⁴² ANC-CCG, leg. 82, n° 5, Miguel à Someruelos, et Guerra y Garrido à Someruelos, La Havane, 23 mars 1809,.

Someruelos. Il était courant que les apprentis commencent leur formation d'artisans à un très jeune âge sous la direction d'un maître dans le métier⁴⁴. L'acquisition des outils nécessaires à l'exercice du métier était donc obligatoire pour beaucoup d'ouvriers en ville, et cela peut expliquer pourquoi un si grand nombre d'objets de ce genre ont été recensés dans les listes d'objets retrouvés, sans parler de l'occasion qui s'offrait ainsi de priver un concurrent des outils dont il avait besoin.

Les réactions officielles aux émeutes de 1809

En l'espace de deux jours, l'ordre fut rétabli en ville et les pillages cessèrent. La réaction de l'état colonial s'inscrit, au plan politique, dans un schéma typique qui consiste en une proclamation officielle expliquant les faits et assurant les habitants de l'île que la situation était totalement maîtrisée. En temps normal, des manifestations violentes de cette nature auraient donné lieu à une enquête judiciaire et à la constitution d'archives criminelles dans lesquelles figureraient les témoignages des victimes ainsi que des suspects arrêtés lors des incidents. Mais la réaction des instances judiciaires semble avoir été sans précédent, si on la compare à d'autres incidents de l'époque. Il n'y eut aucune enquête officielle, les émeutiers ne furent pas interrogés, et très peu furent punis. Ceci est d'autant plus surprenant que les émeutiers avaient été décrits comme « une populace noire ». Des historiens comme récemment Ada Ferrer, Consuelo Naranjo et Alejandro Gómez, entre autres, ont démontré depuis longtemps déjà que les craintes de la population blanche concernant la résistance des noirs avaient fortement augmenté à la suite de la révolution haïtienne. L'époque n'était certainement pas favorable à une négligence de la part des autorités. Il n'aurait pas dû être question de laisser passer des actes de résistance de la part des noirs, surtout s'agissant d'émeutes dans lesquelles des personnes d'origine européenne, même étrangères, étaient agressées, ou de vols commis à l'encontre de ces personnes, fussent-elles ennemies de l'état⁴⁵.

C'est peut-être pour reconnaître implicitement la responsabilité directe ou indirecte de l'état colonial à l'origine des émeutes que la réaction officielle fut aussi

⁴³ Matt D. Childs, *The 1812 Aponte Rebellion in Cuba and the Struggle Against Atlantic Slavery*, Chapel Hill, University of North Carolina Press, 2006, p. 71.

⁴⁴ Childs, *1812 Aponte Rebellion*, pp. 84–85.

⁴⁵ Alejandro E. Gómez, « El síndrome de Saint-Domingue : Percepciones y sensibilidades de la Revolución Haitiana en el Gran Caribe (1791-1814) », *Caravelle*, 86 (2006), pp. 125–155 ; Ferrer, « Cuba en la sombra de Haití », et Consuelo Naranjo Orovio, « La Amenaza Haitiana, un miedo interesado : Poder y fomento de la población blanca en Cuba », dans González-Ripoll Navarro, *et al*, *El rumor de Haití en Cuba*.

faible. Le 23 mars, Someruelos commenta l'évènement dans une *bando* (déclaration publique) qui devait être affichée dans tous les quartiers de la ville. Il fit savoir « à tous les habitants de la ville » que pour « sauvegarder la bonne opinion et la réputation des résidents de La Havane, dont la modération et l'humanité sont bien connues, il serait nécessaire de rendre tous les objets « volés par les vagabonds et les débauchés »⁴⁶. La déclaration précisait que le gouvernement ne ferait peser aucune charge ou punition à l'encontre de ceux qui « avaient saccagé les maisons des Français et même celles de quelques Espagnols », s'ils rendaient les objets volés dans un délai de 24 heures⁴⁷. Il semble que les émeutiers aient fait confiance à Someruelos qui leur avait promis l'impunité, et ils commencèrent à rendre les marchandises le jour même dans différents points de la ville⁴⁸.

La proclamation de Someruelos annonçait aussi que le gouvernement était en train de sévir contre les criminels et il précisait que des mesures seraient prises pour empêcher de futures émeutes de se produire. Ceci correspondait bien à la politique des Bourbon qui consistait à surveiller et à contrôler les villes dans tous les points de l'empire espagnol à la suite des émeutes des *Esquilache* de Madrid⁴⁹. Après avoir tendu la carotte de l'impunité à ceux qui rendraient les larcins, Someruelos sortit le bâton sous forme d'un nouveau train de mesures « pour se protéger contre la répétition d'une scène aussi criminelle ». Au lieu de présenter les émeutiers comme des acteurs politiques, il les présentait comme des criminels de droit commun ayant commis des actes scélérats sans portée politique, minimisant ainsi la menace qu'ils pourraient représenter. Par ailleurs, le *bando* interdisait aux individus de « se promener de jour ou de nuit » dans la rue en groupes de plus de quatre personnes. De plus, personne ne devait déambuler dans les rues sans être muni d'une lanterne après 20 heures. Toute personne transportant des marchandises en voiture devait en avoir la liste et prouver qu'il en était propriétaire. Les personnes se promenant en groupes de plus de quatre, la nuit, sans lanterne, ou transportant des marchandises

⁴⁶ ANC-AP, leg. 210, exp. 4, Someruelos, « Bando », La Havane, 23 mars 1809.

⁴⁷ *Ibid.*

⁴⁸ ANC-CCG, leg. 82, n° 5, Miguel à Someruelos, et Guerra y Garrido à Someruelos, La Havane, 23 mars 1809.

⁴⁹ Voir par exemple Gabriel Ramón, « Urbe y orden : Evidencias del reformismo borbónico en el tejido limeño » dans Scarlett O'Phelan Godoy (éd.), *El Peru en el Siglo XVIII : La era borbónica*, Lima, Pacífica Universidad Católica del Perú, 1999, pp. 295–324 et Jordana Dym, « El Poder en Nueva Guatemala : La disputa de los Alcaldes de Barrio, 1761-1821 » dans Stephen Webre et Robinson Herrera (dirs.), *Cultura y sociedad en Guatemala colonial*, Plumssock, VT, Plumssock/CIRMA, à paraître.

sans documents valables, seraient frappées d'une amende de 50 pesos. Si un esclave violait les nouveaux règlements, son maître serait tenu pour responsable et payerait l'amende de 50 pesos⁵⁰. Rien dans la proclamation ne précisait comment le règlement serait appliqué, comme ce fut d'ailleurs le cas de tous les règlements émis pendant la période coloniale. Même si les punitions annoncées étaient relativement légères et la réaction officielle timide, la proclamation de Someruelos montrait bien que d'autres manifestations pourraient se produire avec des conséquences plus graves pour la société cubaine.

À partir du moment où la voix du pouvoir séculier se fit entendre sur la question des émeutes par une proclamation, l'Église fit sentir le poids de son autorité morale en s'exprimant à son tour. Le lendemain de la déclaration de Someruelos, l'évêque Espada rédigea une « exhortación » à la demande du capitaine général. L'exhortation d'Espada engageait les Cubains à « obéir religieusement et à manifester leur respect » aux autorités de la colonie et à maintenir l'ordre public. Tout comme Someruelos, Espada ne donnait ni le nom ni la profession ni l'appartenance ethnique des émeutiers, se contentant d'insister sur l'image « affligeante et déshonorante » qu'avait produite « le désordre social », et sur « le danger extrême que représentait la violation de la propriété et de la vie des habitants de La Havane »⁵¹.

Cependant Espada faisait comprendre que les actes des émeutiers pouvaient avoir une origine politique, et qu'il était permis de douter que les jeunes gens de couleur aient agi seuls. Contrairement à la diatribe de Someruelos, son texte mettait en garde contre ceux qui « fomentent clandestinement et diffusent » des idées hautement séditionnelles pour servir de prétexte à des « assassinats, des vols et des actes de violence »⁵². Espada donnait à penser que le patriotisme qui se manifestait par des idées et des actes anti-français pourrait avoir pour conséquence des troubles sociaux et même la guerre civile. Il posait cette question de principe : « Est-il possible que les Espagnols honorables, ceux qui aiment sincèrement leur pays, ceux qui défendent loyalement la cause de notre légitime souverain bien-aimé Fernando, puissent voir la société livrée aux horreurs de la guerre civile par leurs insinuations et leurs maléfices ? »⁵³. Espada mettait de nouveau en garde contre des

⁵⁰ ANC-AP, leg. 210, exp. 4, Someruelos, « Bando », La Havane, 23 mars 1809.

⁵¹ Juan José Díaz de Espada y Fernández de Landa, « Exhortación », La Havane, 24 mars 1809 dans Torres-Cuevas, *Obispo Espada*, p. 273.

⁵² Espada, « Exhortación », p. 274.

⁵³ Espada, « Exhortación », p. 275.

démonstrations intempestives de patriotisme qui se transformaient en attaques contre les Français « parce qu'il arrive que des individus séditieux se dissimulent sous le voile respectable du patriotisme pour tromper certaines personnes naïves et les séduire par leurs idées »⁵⁴. Il concluait que quelqu'un d'autre – dont l'appartenance ethnique, le nom et l'origine demeurent aussi secrets que les noms des émeutiers eux-mêmes – avait dissimulé ses sinistres projets de trahison sous couvert de ferveur patriotique pour pousser les naïfs « hommes de couleur affranchis » à agir. Bref, Espada concluait que les affranchis avaient été poussés à l'action en lieu et place de quelqu'un d'autre pour provoquer le chaos dans un but inconnu.

Espada n'eut pas le dernier mot. Un mois plus tard, dans un échange de correspondance avec les autorités locales et au cours de réunions du Conseil municipal de La Havane à propos des émeutes, le capitaine général Someruelos et d'autres officiels arrivèrent à la conclusion que l'incident était une émeute diligentée par les affranchis⁵⁵. Dans ces lettres à demi privées, Someruelos révélait pourquoi sa proclamation officielle ne présentait pas l'incident comme un mouvement de révolte des noirs et pourquoi il avait décidé de ne pas poursuivre les individus qui avaient rendu les marchandises volées. Sa lettre au Conseil municipal de La Havane reconnaissait que son ordre d'expulsion des résidents français aurait pu encourager les affranchis à se révolter⁵⁶. Puisque les victimes des émeutes étaient déjà en route pour quitter le pays par la force de l'ordre d'expulsion, et puisque les principaux acteurs des violences pouvaient avoir été des enfants, des adolescents ou de jeunes adultes, il n'y avait pas grand-chose à gagner par une enquête sur les dommages causés à des ennemis déclarés de la couronne espagnole par des *muchachos*, même s'ils étaient gens de couleur.

Si on les compare, l'évêque Espada et le capitaine général Someruelos fournissent des points de vue contradictoires sur la raison pour laquelle les émeutes représentaient une menace pour la société cubaine : d'un côté une révolte opportuniste, des crimes de droit commun qui devaient être gérés par des moyens traditionnels, de l'autre un complot machiavélique de déstabilisation sociale dans lequel deux populations coloniales potentiellement subversives, c'est-à-dire les affranchis et peut-être aussi une élite locale créole, agissaient ensemble de façon

⁵⁴ Espada, « Exhortación », p. 275

⁵⁵ Espada, « Exhortación », p. 275 et AOHCH-AC, leg. 76, fols. 114-117, Actes du Cabildo, La Havane, 22 et 23 mars 1809.

⁵⁶ AOHCH-AC, leg. 76, fols. 399-400, Someruelos à l'Ayuntamiento de Habana, La Havane, 29 avril 1809.

coordonnée, y compris au plan politique. Que les émeutes puissent être réduites à un simple pillage ou que la ferveur patriotique ait été téléguidée par un maître séditieux, les deux explications minimisent le rôle joué dans les émeutes par les gens de couleur et s'efforcent de pointer un doigt accusateur vers ce qui aurait pu devenir une action politique de plus grande envergure.

La conséquence la plus immédiate des émeutes fut l'accélération du rythme des expulsions des Français d'un bout à l'autre de l'île. À la fin d'avril, Someruelos annonça que les affranchis et les blancs quittaient l'île sous la surveillance des *juntas de vigilancia*. Il insista sur le besoin de continuer la mission jusqu'à ce que « pas un seul ne reste » à La Havane. Il accepta néanmoins de faire quelques « exceptions » pour des Français et des Françaises qui « méritaient d'être exemptés de cette peine grâce à leurs qualités estimables » laissées à la discrétion de la *junta*. Someruelos insista aussi sur la nécessité de mener une investigation sur les « esclaves français qui pouvaient se trouver présents ». Il exigea qu'ils quittent l'île sous prétexte qu'ils étaient « imbus de mauvaises idées et parce que leur conduite déplorable les rendait potentiellement dangereux »⁵⁷. En l'espace d'un mois, la population française de La Havane s'évapora jusqu'à n'être plus que l'ombre d'elle-même. Ceux qui restaient furent naturalisés comme sujets espagnols et quelques-uns reçurent même une compensation financière pour les préjudices subis. Le joueur de flûte Monsieur Allé, qui travaillait à la distribution de l'eau à La Havane, par exemple, reçut une once d'or parce que « les noirs avait pillé sa maison et ne lui avaient rien laissé pour nourrir sa famille »⁵⁸.

C'est en dehors de La Havane, à l'extrémité orientale de l'île, que les expulsions forcées eurent le plus grand impact. Santiago de Cuba vit s'amplifier une vague de sentiments anti-français, mais ne connut pas les émeutes de La Havane. Selon l'historien Alain Yacou, plusieurs déclarations patriotiques anonymes parurent pour condamner les Français, mais il ne semble pas y avoir eu de violences contre les plus de 15 000 réfugiés qui vivaient dans la juridiction de Santiago. C'est en avril 1809, lorsque les Espagnols armés de lances envahirent les maisons des Français que les habitants de Santiago virent de près la brutalité de la confrontation dont les réfugiés français étaient victimes. Les Espagnols avaient l'intention de les sortir de leurs maisons par la force, mais les autorités les en empêchèrent sans qu'aucune

⁵⁷ AOHCH-AC, leg. 76, fols. 399-400, Someruelos à l'Ayuntamiento de Habana, La Havane, 29 avril 1809.

⁵⁸ AOHCH-AC, leg. 76, f. 479, Juan Luis Marqueti à l'Ayuntamiento de Habana, La Havane, 2 juin 1809.

altercation ne se produise⁵⁹. L'expulsion des Français se déroula alors de façon plus ou moins organisée, sans provoquer de trouble politique majeur et sans incidents. Du 11 au 30 avril 1809, l'exode rapporté dans les archives recense 2 128 personnes, ce chiffre s'élevant à 8 870 à la fin du mois d'août⁶⁰.

Les autorités coloniales de Santiago reconnaissaient que les Français jouaient un rôle vital dans leur économie et ils étaient conscients que leur absence provoquerait des pénuries. Pour éviter que ces pénuries ne soient trop importantes au moment des expulsions, le gouverneur de Santiago émit un ordre qui visait à étaler sur un certain temps le départ des Français exerçant certains métiers ou professions. En même temps, le gouverneur Sebastián Kindelman précisa qu'à partir du 10 avril les artisans ne pourraient plus exercer leur métier⁶¹. Ce bannissement devait s'appliquer huit jours plus tard aux bouchers et aux boulangers, suivis quinze jours plus tard par les propriétaires de haciendas et de plantations. Le gouverneur recommanda au Conseil municipal de Santiago de prendre les « mesures et les précautions » nécessaires pour fournir au public les ouvriers et les marchandises dont il aurait besoin après leur départ. L'historienne Olga Portuondo a étudié les archives notariales de Santiago qui révèlent une « frénésie de ventes » de la part des Français, y compris de vastes plantations de café, d'esclaves, de maisons et d'objets à usage personnel, et même d'eau potable⁶². À la fin de 1809, la majorité de la nombreuse population émigrée d'Orient avait quitté l'île ; ceux qui restaient faisaient de leur mieux pour s'intégrer dans la société et la culture cubaines.

Conclusion

Les Français chassés de Cuba reprirent leur navigation sur les mers. Leur migration, comme c'est le cas de nombreux migrants, a consisté en un voyage en plusieurs étapes avant qu'ils n'atteignent leur destination définitive aux quatre coins du monde atlantique. Les réfugiés français – les blancs, les affranchis et les esclaves – ne devaient plus à l'avenir se concentrer en si grand nombre sur une seule île ou à proximité de leur lieu de départ. La seconde migration a éparpillé les Français à la

⁵⁹ Alain Yacou, « L'expulsion des Français de Saint-Domingue réfugiés dans la région orientale de l'île de Cuba (1808-1810) », *Caravelle*, 39 (1982), pp. 52–58.

⁶⁰ Portuondo, *Entre esclavos y libres*, p. 82. Le chiffre aurait probablement été plus élevé parce que ces nombres ne comptent que pour des expulsions de Santiago qui sont connues.

⁶¹ ANC-AP, leg. 211, n° 81, Gobernador de Santiago à l'Ayuntamiento de Santiago, Santiago de Cuba, 10 avril 1809 ; Portuondo, *Entre esclavos y libres*, p. 81.

⁶² Portuondo, *Entre esclavos y libres*, p. 84.

Jamaïque et aux îles Barbades, mais surtout dans les ports des États-Unis comme Charleston, Philadelphie, Norfolk et d'autres du même genre.

Nathalie Dessens démontre dans un chapitre de ce volume qu'aucune ville ou point de chute ne fut aussi complètement transformé par les réfugiés français que la Nouvelle-Orléans, en Louisiane. L'historien Paul Lachance a estimé qu'en 1810 un habitant sur trois à la Nouvelle-Orléans était arrivé dans l'exode de Cuba de 1809⁶³. Comme ils l'avaient fait à Cuba, les réfugiés français ont profondément modifié le paysage culturel, social et politique de la Louisiane.

Pour certains, les moments les plus angoissants en quittant Cuba ont peut-être été les émeutes du 21 au 23 mars à La Havane, puisque nombre d'entre eux avaient été la cible des agressions et des pillages perpétrés par les gens de couleur. Ceux-ci manifestaient leur verve patriotique anti-française et pro-espagnole qui s'ajouta opportunément à des motivations plus nettement économiques. Les émeutes semblent avoir été une réaction populaire contre l'occupation de la Péninsule ibérique par Napoléon. Elles s'amplifièrent au fur et à mesure des déclarations publiées par la presse et le gouvernement colonial.

Lorsque les émeutes cessèrent et que l'ordre fut rétabli en ville, très peu d'émeutiers avaient été arrêtés pour leurs actes de violence et le gouvernement annonça qu'une amnistie serait prononcée en faveur de ceux qui restitueraient les marchandises volées. Cela allait à l'encontre de ce qui s'était passé ailleurs dans l'empire espagnol d'Amérique, où le sentiment anti-français a eu pour conséquence une autonomie favorable à l'Espagne représentée par des juntas locales dirigées par des Créoles, lesquelles jouèrent un rôle de catalyseur et rendirent possible, par la suite, le combat pour l'indépendance. Seule Cuba demeura l'île toujours fidèle après l'occupation française de l'Espagne et continua à être gouvernée par un capitaine général. Le gouverneur et l'Église déclarèrent que les émeutes, dont les acteurs étaient jeunes, avaient un caractère de crime crapuleux plutôt que politique, ou bien avaient été manipulées par un pouvoir occulte, l'enjeu étant de sauvegarder la fidélité de Cuba. Il s'agissait donc d'empêcher des manifestations, fussent-elles patriotiques, de se reproduire avant que les élites locales aient pu s'organiser pour s'arroger plus de pouvoir et une plus grande autonomie, à la faveur de la captivité du roi.

⁶³ Paul Lachance, « Repercussion of the Haitian Revolution in Louisiana », dans Geggus (éd.), *The Impact of the Haitian Revolution*, p. 216 ; voir aussi des chapitres dans ce volume écrits par Nathalie Dessens et Rafe Blaufarb pour une discussion des réfugiés français dans d'autres villes portuaires.

Cependant, si les autorités cubaines ne tardèrent pas à pardonner aux affranchis des actes censés être la *simple* expression de leur ardeur patriotique en tant que jeunes *muchachos*, il n'était pas question d'oublier l'évènement. Quelques temps plus tard, en mai 1809, les émeutes reprirent, mais cette fois avec des implications beaucoup plus dangereuses et des objectifs politiques plus radicaux. Lorsqu'elles enquêtèrent sur les révoltes d'esclaves et les conspirations qui ébranlèrent Cuba en 1812 sous le nom de Rébellion Aponte, les autorités découvrirent qu'un des chefs, Salvador Ternero, avait pris part aux émeutes de 1809. Quand on lui demanda ce qu'il en était de ses arrestations et de ses activités remontant à 1809, il en parla comme de « la révolution des noirs quand ils attaquèrent et volèrent les Français⁶⁴. En 1812, Ternero devait mourir exécuté pour avoir pris la tête du mouvement contre l'esclavage à Cuba et contre l'occupation espagnole. Trois ans après les faits, l'objectif des émeutiers porteurs de révolution apparut ainsi comme un spectre sorti du tombeau. Il montrait que cet événement avait été beaucoup plus grave qu'un simple crime de droit commun puisque les organisateurs, soupçonnés sans preuves, pouvaient bien avoir été des noirs affranchis plutôt que des Créoles. Au moment où les structures coloniales s'effondraient sous les coups d'une révolte grandissante, nous commençons à comprendre pourquoi l'invasion de l'Espagne par Napoléon causa moins d'émotion parmi les Créoles blancs de Cuba que les éventuelles conséquences politiques qu'elle pourrait avoir parmi les esclaves et les affranchis cubains.

Après la Rébellion Aponte de 1812, les émeutes de 1809 apparaissent comme autre chose que de simples scènes de pillage sur fond d'hystérie patriotique par des jeunes s'élevant contre l'ennemi déclaré des Espagnols pour qui la cause politique était indissociable des intérêts économiques. Il est évident que dans l'esprit des autorités qui poursuivaient les esclaves et les affranchis ayant pris part aux révoltes et aux complots de 1812, le soulèvement de 1809 à La Havane pouvait sembler une répétition générale en prévision d'autres révoltes en préparation, plus ambitieuses celles-là. Dans la mesure où peu de personnes furent arrêtées à la suite des émeutes de mars 1809 et pourraient être recensées comme engagées dans d'autres mouvements séditionnels, il est difficile d'identifier avec certitude l'élément déclencheur des actes commis contre les Français cette année-là. Il n'en est pas moins vrai que l'évêque Espada avait sans doute raison lorsqu'il mettait en garde contre « les séditionnels qui se dissimulent sous le voile respectable du patriotisme

⁶⁴ Childs, *1812 Aponte Rebellion*, p. 95.

pour ... semer leurs idées séductrices »⁶⁵. Pour certains, les émeutes de mars 1809 furent simplement ce que Ternero a qualifié de « révolte des noirs ». C'est pourquoi les blancs de Cuba optèrent pour la « fidélité éternelle » à l'Espagne qui les protégerait, pensaient-ils, des mouvements révolutionnaires à venir.

Traduction Nadine Dormoy

⁶⁵ Espada, « Exhortación », p. 275.